



CURIO INFO





NOVEMBRE 2019 | Que faire de tout le pétrole canadien?

TABLE DES MATIÈRES

Questions pour la discussion complémentaire à la vidéo.....	3
D'autres pistes de réflexion.....	5
Contexte.....	6
Images infographiques.....	12
Sources.....	17



curio info est une expérience de l'information grâce, entre autres, au journalisme incisif et efficace de **Rad.ca**. À chaque édition, on vous propose des reportages accompagnés de guides pédagogiques sur les grands enjeux de l'actualité.

GUIDE

Rédaction : Catherine Boisvert

Révision : Michaël Elbaz

VIDÉO

Animation : Marie-Eve Maheu

Journaliste : Olivier Arbour-Masse



Questions pour la discussion complémentaire à la vidéo :

1 « La congestion dans les oléoducs qu'on voit présentement a un impact négatif sur les prix qu'on obtient au Canada. Si on avait plus de capacité de transport dans nos oléoducs et plus d'oléoducs pour le pétrole qui est produit ici au Canada, on pourrait aller chercher des meilleurs prix sur différents marchés. » (6:00 à 9:30)

Questions :

- a) Le Canada est captif des marchés, car il ne peut rejoindre les côtes et vendre son pétrole aux intérêts étrangers. Dans le contexte actuel, serait-il envisageable d'augmenter la quantité d'oléoducs pour désengorger le transport du pétrole et ainsi avoir un meilleur prix sur les marchés?
- b) Le gouvernement libéral a-t-il bien fait de donner son accord au développement de l'oléoduc Trans Mountain?



2 Citation : « (...) Moi, je pense que ça pose une véritable question d'équité vis-à-vis des autres secteurs économiques auxquels on demande de se serrer la ceinture, de réduire leurs émissions, pendant qu'un secteur, un sous-secteur de l'industrie pétrolière, est donné un chèque en blanc pour continuer de croître et d'augmenter ses émissions. »
(11:15 à 12:40)

Question :

Les prévisions démontrent que l'exploitation des sables bitumineux en Alberta ferait augmenter les GES pour atteindre 21 % des émissions totales du pays, d'ici 2030.

Est-ce équitable que le gouvernement demande à tous les secteurs d'activité de réduire leurs émissions de GES, tandis que les émissions de l'Alberta augmenteront considérablement?



D'autres pistes de réflexion :

1. Le Parti conservateur répond à la question : « que faire du pétrole canadien? » Selon eux, il faut favoriser le développement de l'industrie pétrolière et défendre aussi l'existence d'un corridor national de l'énergie qui permettrait un échange d'énergie du Québec vers les provinces de l'Ouest et vice-versa.
 - a) Êtes-vous surpris que les provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan aient élu en majorité des députés du Parti conservateur aux élections du 21 octobre dernier?
 - b) Croyez-vous que sous un gouvernement libéral minoritaire, le développement de l'industrie pétrolière sera possible?
2. Est-ce plus écologique d'exploiter notre pétrole et de l'exporter vers l'Asie, où ils utilisent présentement des centrales au charbon qui sont 10 fois plus polluantes pour la planète, pour produire de l'énergie? Gros dilemme!



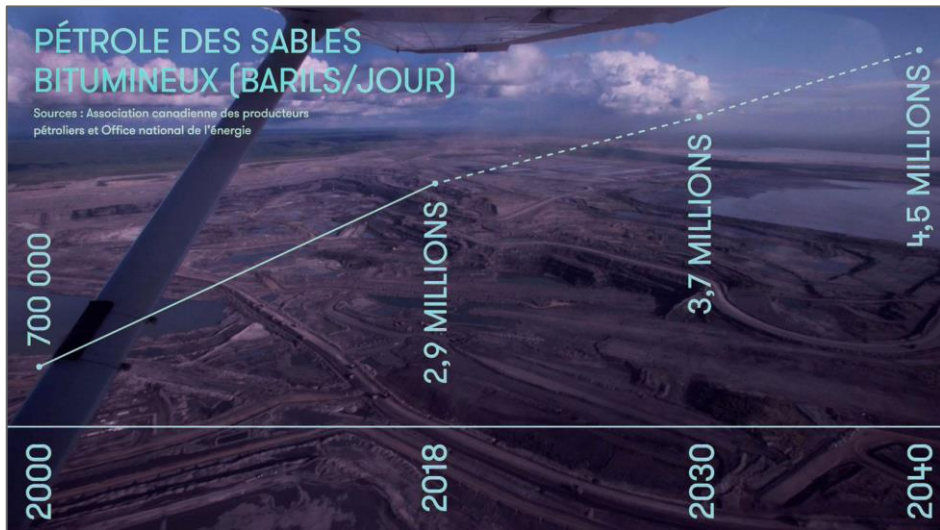
CONTEXTE

Que faire de tout le pétrole canadien?

Depuis quelques années, cette question suscite beaucoup de débats à travers le pays. Il a même occupé une grande place dans les dernières élections fédérales. Mais, que faire de cette richesse que possède le Canada?

Une plus forte demande en énergie

On estime que d'ici 2040, la demande en énergie du Canada augmentera de 30 %. De plus, la forte demande pour le gaz naturel pousse les estimations à une augmentation de 40 %. Nous le savons, le sous-sol canadien regorge de ressources naturelles. L'économie



du pays a toujours été et est encore aujourd'hui liée à l'exploitation de ces ressources. Dans ce dossier, nous allons nous concentrer sur le pétrole de l'Alberta. Possédant la 3e plus grande réserve de



pétrole au monde et étant le 5e plus grand producteur de pétrole au monde, le Canada se démarque au plan du développement pétrolier.

Énergie du passé ou moteur économique?

L'exploitation du pétrole albertain est responsable de 11 % du total des gaz à effet de serre (GES) émis au Canada. D'ici 2030, ce taux



pourrait augmenter de 21 % si les prévisions de production se maintiennent. Le Canada devra réaliser un tour de force pour réussir à respecter les cibles de l'Accord de Paris.

Le pétrole albertain présente une grande particularité, car il est issu de la décomposition de végétaux, mais aussi de matière organique. C'est pour cette raison que 96 % du pétrole présent dans le sous-sol est sous forme de sable bitumineux. C'est-à-dire que le pétrole liquide est emprisonné dans un grain de sable. Donc, pour obtenir ce pétrole, il faut l'extraire et ensuite réaliser un procédé chimique pour libérer le pétrole. C'est une opération très



coûteuse et extrêmement dommageable pour l'environnement. C'est pourquoi l'enjeu concernant le pétrole albertain a été maintes fois soulevé lors des débats politiques des dernières élections.

Un captif du marché américain

Certains estiment que les projets de pipelines sont essentiels au développement de l'économie albertaine qui est en crise depuis



2014, alors que le prix du baril de pétrole a diminué de 50 %. Depuis, on estime à plus de 40 000 le nombre d'emplois perdus, même si on en dénombre

toujours près de 528 000 actuellement. Les revenus en taxes et impôts gonflent les revenus du gouvernement de 25 milliards de dollars chaque année. Au bout du compte, ces revenus sont redistribués aux familles canadiennes dans des services sociaux comme des hôpitaux, des écoles et de nouvelles routes.

Pour réussir à vendre toute sa production, le Canada doit se tourner vers ses voisins pour écouler ses stocks. Depuis la crise du prix du baril de pétrole, qui a dramatiquement chuté, les États-Unis demeurent notre principal consommateur en achetant plus de 96 % de notre production.



Les pipelines, vecteurs de prospérité?

N'étant pas tout à fait autonomes au niveau du pétrole brut, nous importons 11,2 % de pétrole de l'Arabie Saoudite et 7,6 % de l'Irak. Tout ce pétrole doit circuler sur le territoire et il faut se demander si l'environnement n'en sera pas affecté, car c'est plus de 840 000 km d'oléoducs qui sillonnent des territoires souvent occupés par des peuples issus des Premières Nations. Ils revendiquent souvent le droit de participer aux négociations d'octroi de contrats, car ils voient que les terres et les cours d'eau sont grandement affectés par toutes ces installations.

Présentement, il y a 3 oléoducs qui sont en cours d'expansion et d'exploitation sur des

terres occupées par des communautés autochtones. À cela s'ajoute l'exportation d'environ 21 millions de barils de pétrole par année sur les voies ferrées canadiennes. Plusieurs municipalités ont été affectées par différentes tragédies, au fil du temps, ce qui





les poussent à remettre en question le transport de telles marchandises par chemin de fer. Pour l'instant, c'est le moyen de transport qui s'avère le moins coûteux.

L'économie en lien avec l'exploitation pétrolière en Alberta ne bénéficie pas qu'aux multinationales. Depuis 2006, on dénombre la création de 400 compagnies autochtones qui ont des liens d'affaires directs avec les sites d'exploitation. Cela est sans compter tous les autres emplois dans la production de biens et services pour les entreprises.

La question de l'unité nationale

Après avoir annoncé l'achat du pipeline Trans Mountain en mai 2018, Justin Trudeau a

promis que l'oléoduc serait un outil de transition énergétique. L'achat du pipeline par le gouvernement se veut une façon de garantir que le pipeline sera construit. Selon Trudeau, les profits qui seront engrangés seront réinvestis dans des mesures de lutte contre les changements climatiques. Cette position – investir dans le pétrole des sables bitumineux pour favoriser la transition écologique – mécontente à peu près tout le monde.



Au cours de la dernière année, on a vu que la frustration augmente dans les provinces de l'ouest, surtout depuis l'adoption de deux lois



fédérales, C-48 et C-69, qui resserrent les évaluations environnementales pour les grands projets énergétiques. Le premier ministre de l'Alberta, Jason Kenney, affirme souvent que les obstacles au développement pétrolier menacent l'unité nationale.

Même si l'industrie des sables bitumineux verse des milliards de dollars en taxes et

impôts provinciaux et fédéraux, l'exploitation pétrolière continue à soulever des questions environnementales. Certains disent qu'il faut cesser d'investir dans les projets de sables bitumineux.

Les prochaines étapes

Élu à la tête d'un gouvernement minoritaire en octobre 2019, Justin Trudeau aura beaucoup à faire en matière environnementale pour satisfaire ses nouveaux alliés parlementaires. Les Canadiens et Canadiennes peuvent s'entendre sur le fait que la tâche qui attend son gouvernement s'annonce des plus délicates et complexes.

**Avec la collaboration d'Étienne Leblanc*



IMAGES INFOGRAPHIQUES



Nos réserves de pétrole



3^e plus grande réserve de pétrole au monde

5^e plus grand producteur de pétrole au monde

170 milliards

Nombre de barils de pétrole, dont 164 milliards proviennent des sables bitumineux, soit 175 ans d'exploitation selon les estimations actuelles



Des hauts et des bas

25 milliards \$

Revenus gouvernementaux par année générés par l'exploitation pétrolière



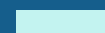
528 000

Nombre d'emplois dans le pays en lien avec le pétrole et le gaz naturel (2017)



50 %

Diminution des investissements dans l'industrie du pétrole et du gaz naturel en Alberta depuis 2014





Gaz à effet de serre (GES)

11,3% Responsable des GES produits au Canada

0,1% Production des GES à l'échelle mondiale

21% D'ici 2030, l'exploitation des sables bitumineux serait responsable d'une grande partie des GES produits dans le pays.

30% augmentation de la demande d'énergie du Canada d'ici 2040.



Exportation et système de transport

96 %

Exportations du pétrole canadien qui se dirige vers les États-Unis

840 000 km

Nombre de km de pipelines qui traversent le Canada

21 millions

Nombre de barils qui traversent le Canada par voie ferrée





SOURCES

Canada's Natural Gas Guide. (2018, juillet). Canada's Oil & Natural Gas Producers.

Canada's Oil Sands Guide. (2018, juillet). Canada's Oil & Natural Gas Producers.

Faits sur le pétrole brut. (2019, 8 septembre). Ressources naturelles Canada. Repéré à www.rncan.gc.ca/science-donnees/donnees-analyse/donnees-analyse-energetiques/faits-saillants-sur-lenergie/faits-petrole-brut/20075

Grammond, S. (2019, 7 octobre). L'Alberta, Bill Gates et la péréquation. La Presse. Repéré à www.lapresse.ca/elections-federales/201910/06/01-5244341-lalberta-bill-gates-et-la-perequation.php

Lebeuf, S.-H. (2016, 7 décembre). Pipelines et Autochtones : quand économie et environnement s'affrontent. Radio-Canada. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1004337/pipeline-petrole-autochtone-economie-environnement>

Leblanc, É. (2019, 28 octobre 2019). Environnement : Trudeau devra jouer à l'équilibriste. Radio-Canada. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1362631/environnement-travaux-justin-trudeau-analyse-etienne-leblanc>

Offre et demande de pétrole. (2016, 19 février). Ressources naturelles Canada. Repéré à www.rncan.gc.ca/energie/sources-denergie-et-reseau-de-distribution/petrole-brut/offre-et-demande-de-petrole/18150

Projet d'agrandissement du réseau de Trans Mountain. (2019, 15 octobre). Gouvernement du Canada. Repéré à www.canada.ca/fr/campagne/trans-mountain.html